

# Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

## ÉDITORIAL

### L'Euro-tour en arrière

La société avance vite, et les menaces qui planent au-dessus d'elle deviennent de plus en plus globales: réchauffement climatique, courses à l'armement, misère. Ces défis d'ampleur internationale appellent des réponses globales elles aussi. Face à cela, en dépit de l'urgence et de la gravité de la situation, l'Europe prend son temps.

Ce n'est pas pour se replier sur lui-même que le peuple français a refusé la constitution européenne, mais pour donner un message: il faut une autre Europe, porteuse des valeurs humanistes, solidaires et égalitaires permettant de répondre aux injustices qui frappent la population. Avec le nouveau traité, en voulant sauver le paraître à la dernière minute, les vingt-sept refusent de faire face aux réelles causes de l'inertie de la construction européenne.

Fort de son élan électoral, Nicolas Sarkozy avait besoin d'un accord sur un projet de traité européen, quel que soit son contenu. Il a été fier de se présenter en véritable moteur. Celui d'une 2CV aurait eu plus de vigueur: M. Barroso a lui-même été particulièrement peu enthousiaste au sujet de l'amplitude de l'avancée. Il faudra pourtant plus de dix ans pour que le traité au contenu relativement mince soit pleinement en vigueur.

On peut donc se demander s'il n'aurait pas mieux valu aucun traité que celui qui scelle la boîte à vitesse sur la marche arrière, d'autant que les difficultés des pouvoirs publics à mener une politique internationale ne font que renforcer la véritable puissance globalisée, contrôlée par l'argent. Les multinationales réussissent, elles, à s'adapter à l'environnement international avec comme dégâts collatéraux la marginalisation de franges entières de la population et la croissance accélérée des inégalités.

Les Européen-ne-s vont donc devoir construire l'Europe plus vite que leurs autorités, les mouvements sociaux devant s'internationaliser pour pouvoir porter avec eux les vraies réponses aux nouvelles questions posées par la globalisation. *Réd.*



## DOSSIER

### La classe ouvrière dans tous ses éclats

Certains termes sont passés de mode depuis un certain nombre d'années, comme celui de classes sociales, et encore plus celui de classe ouvrière. Même si le prolétariat industriel du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'origine des organisations syndicales et des partis de gauche, ne représente plus une majorité de la population active depuis longtemps, la remise en cause des conditions de travail et les nouvelles formes d'emplois précaires, dans les secteurs industriels ou des services, doivent rester une préoccupation majeure de la gauche.

Face aux transformations du salariat et à l'émergence de nouvelles formes de précarité, l'organisation syndicale et politique des catégories sociales les plus défavorisées reste plus que jamais d'actualité. Ce dossier vise à passer brièvement en revue ces nouvelles formes d'emplois et les défis que cela pose aux organisations syndicales et politiques. Comprendre ces changements doit être pris en compte pour développer une stratégie politique.

*Réd.*

*Suite du dossier en pages 5 à 10*

**Syndicalisme**  
Les déboires des profs de musique

Page 4

**International**  
L'Internationale des femmes socialistes a 100 ans!

Page 11

**National**  
Vote sur la 5<sup>e</sup> révision de l'AI: nos conclusions

Page 12

# Marcel Ospel n'est qu'un «working poor»

La *Sonntagszeitung* du 17 juin dernier, sur la base de la publication américaine spécialisée en finance *Alpha Magazine*, nous fournit un certain nombre d'informations sur le classement des rémunérations les plus élevées des directeurs des principaux *Hedge funds* américains, les fameux fonds de placements spéculatifs.

Pour l'année 2006, les vingt-cinq directeurs les mieux rémunérés ont accumulé des revenus totaux de 14 milliards de dollars, soit une moyenne de 570 millions par personne, en forte progression par rapport aux années précédentes: ils n'en gagnaient «que» 360 millions en 2005 et 250 en 2004! James Simons, ancien professeur de mathématiques, à la tête du *New Yorker Hedge Fund Renaissance Technologies* avec des fonds placés supérieurs à 100 milliards de dollars, arrive en tête du classement avec 1.7 milliards de dollars pour l'année 2006, soit 4.7 millions de dollars par jour (jours fériés compris)! En comparaison, notre «champion national», Marcel Ospel, directeur de l'UBS, fait figure de «working poor». Ces revenus sont absolument scandaleux et néfastes pour le développement économique.

Et que font la droite et les milieux patronaux face à de telles dérivées? L'Association suisse des banquiers a déjà demandé au Conseil fédéral de baisser les impôts des directeurs de ces *Hedge funds* pour pouvoir les attirer en Suisse,

alors que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne envisagent d'alourdir la fiscalité de ces milliardaires. Hans-Rudolf Merz, toujours prompt à satisfaire les intérêts des plus riches, a déjà annoncé qu'il étudierait attentivement cette proposition. Nous sommes devant une spirale infernale de sous-enchère fiscale au niveau intercantonal et international, où tous les acteurs politiques se soumettent aux diktats des plus riches de la société (voir article p. 3).

D'autre part, les revenus de ces directeurs, qui sont largement dépendants de la performance des placements des fonds qu'ils dirigent, en dit long sur le capitalisme contemporain, de plus en plus dominé par une logique financière déconnectée des réalités de la production. Ces *Hedge funds*, souvent qualifiés de «fonds alternatifs», sont extrêmement opaques et très peu réglementés. Leurs placements dans diverses catégories de papiers valeurs (sous la forme de produits dérivés, en actions, en obligations, en devises ou en matières premières) sont essentiellement spéculatifs et à court terme. Ces milliardaires à la tête des *Hedge funds* sont les nouveaux acteurs dominants d'un capitalisme financier qui favorise les revenus des rentiers, plutôt que de favoriser l'investissement et le développement économique à long terme. Ces fonds constituent également un risque important pour la stabilité macroéconomique sur le plan mondial.

André Mach

## Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr.49.-

Abonnement de soutien: Fr.130.-

Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-ur-s): Fr.29.-

CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à  
info@pagesdegauche.ch  
www.pagesdegauche.ch

### Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne  
info@pagesdegauche.ch

### Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Nicolas Gachoud (NG), André Mach (AM), Philippe Mivelaz (PhMi), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Julien Wicki (JW).

### Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Stéphane Montanero, Salima Moyard, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

### Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

### Collaboration permanente:

Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Cyril Mizrahi, Philipp Müller, Christian Vullioud.

### Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

### Mise en page:

Annabel Glauser, Lausanne

### Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

### SOMMAIRE

- 1 Traité européen
- 2 Ospel: un «working poor»
- 3 Fiscalité et démocratie
- 4 Enseigner la musique à la pré-histoire
- 5 à 10 Dossier: *La classe ouvrière*
- 11 Femmes socialistes: en avant!  
Die Linke
- 12 AI: conclusions  
Un nouveau SER (à rien)
- 13 L'histoire du PS Vaud reliée
- 14 Des livres à lire de toute urgence!...
- 15 ...ou à dévorer!
- 16 La dernière

### CLASSE OUVRIÈRE: ON NE FAIT PAS LES PITRES!



# Les oubliés du débat fiscal: la démocratie aux genoux de la résignation

*Alors que chacun a l'impression d'y gagner s'il paie moins d'impôts, on oublie que la fiscalité demeure l'un des ultimes remparts de la démocratie.*

Le peuple n'aime plus l'impôt. Il lui semble que cet argent disparaît dans un vortex insondable, qui aspire une part de nos libertés. Alors qu'aujourd'hui, la logique des baisses d'impôts fait presque consensus, nous oublions que chaque franc que nous payons à ce titre nous retourne, souvent multiplié: ce sont là les effets de la solidarité et des dépenses de l'Etat. La fiscalité est plus qu'un symbole de la démocratie, elle en est la première garante. Paradoxalement, il suffit pour s'en persuader d'observer les arguments de ses détracteurs, et de se rendre ainsi compte qu'ils ont clairement, mais très subtilement, choisi de sacrifier la démocratie sur l'autel du capitalisme le plus sauvage qui soit.

## L'INSIDIEUSE ÉROSION DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE

Se battre ouvertement contre la démocratie demeure un suicide politique, mais le processus de démantèlement du système fiscal solidaire n'est pas perçu comme une telle attaque par la population. Les arguments défendant une contribution proportionnellement plus forte des personnes aisées ne manquent pas, et ont d'ailleurs été en partie détaillés dans le dossier n°54 de mars 2007 de *Pages de Gauche*: justice sociale, solidarité, nécessité d'investir dans le futur, égalité des chances et en particulier défense des intérêts des classes dites moyennes et défavorisées. Face à ces arguments, qui sont basés sur des *valeurs* et *convictions* telles que solidarité, humanisme ou cohésion sociale, une seule réponse forte est systématiquement assénée, répétée et martelée. Si l'on ne ménage pas la charge fiscale des personnes fortunées, elles partiront avec leur contribution à la société. Cet argument massue suffit à convaincre: il est simple, direct, et apparemment sans réponse.

Par contre, il ne se base ni sur des valeurs, ni sur des convictions. Il se base sur une *menace*.

Il s'agit bien d'un chantage proféré par ceux qui possèdent envers ceux qui votent. L'argument de la fuite des capitaux est déjà contestable au niveau de sa véracité, mais il a un aspect plus pervers encore. Accepter de prendre une décision politique sur cette base revient de fait à une soumission à un autre pouvoir que celui du peuple, une résignation face à une autorité non démocratique que l'on n'ose plus défier. Utiliser l'argument de la mobilité des riches revient à dire en substance: «Il est bien sûr dans l'intérêt général de défendre une fiscalité juste, mais les riches ne sont pas d'accord et nous voterons dans leur intérêt. En effet, ils détiennent le pouvoir (de partir) et nous n'avons donc pas le choix». C'est fait, nous avons renoncé au principe du pouvoir au peuple.

Le débat fiscal tel que posé aujourd'hui n'est autre qu'une opposition entre valeurs démocratiques et ploutocratie. Faut-il se battre pour la sauvegarde de la cohésion sociale, malmenée par l'abîme qui sépare de plus en plus les possédants des dépossédés? Faut-il plutôt céder à la pression des plus forts, en sachant que les autres pays suivront? Ils entraîneront alors les peuples dans le véritable vortex: celui de la concurrence fiscale. Au fond du trou? La fin de la solidarité, tous les états ayant été contraints à cesser d'imposer les plus puissants. Ces derniers iront d'ailleurs où ils veulent, et sur le long terme même les pays les plus prompts à l'exonération fiscale y auront perdu de leurs recettes. Il n'est éthiquement pas acceptable de renoncer à notre souveraineté, tant que l'on pense que la démocratie doit être un fondement inaliénable de la société, même si cela nous coûte de l'argent (ce dont

on peut d'ailleurs raisonnablement douter, surtout sur le long terme). La concurrence fiscale est l'instrument de l'asservissement de la démocratie par l'argent.

## DANS LE TROU NOIR

Le spectre de l'imposition progressive est souvent montré comme un trou noir, corps céleste gigantesque qui aspire la matière (surtout si elle est lourde) pour la projeter dans le néant. Cette vision occulte totalement les avantages de la redistribution faite par l'imposition. C'est pourtant dans ce but et non à des fins privatives que la solidarité fiscale existe: elle est notre futur et celui de nos enfants. Il faut savoir que, contrairement aux personnes aisées, l'Etat a tendance à dépenser une part très élevée de ses revenus. L'idée d'une fiscalité qui pénaliserait l'économie est donc totalement erronée, car ce que vous payez à l'Etat est automatiquement réinjecté dans l'éco-

nomie en salaires et en biens qui représentent conjointement des investissements majeurs pour notre avenir. Donner l'argent de nos impôts à des personnes fortunées (par exemple en réduisant la progressivité pour les hauts revenus), réduira la consommation et augmentera la spéculation qui, elle, n'est pas productive.

Le référendum contre la nouvelle loi sur l'imposition des entreprises et l'Initiative pour une justice fiscale, de teneur particulièrement modérée, représentent un espoir de protéger les valeurs de notre société, tout en suscitant le nécessaire débat sur cette difficile mais fondamentale thématique. Benjamin Franklin disait «En ce monde rien n'est certain, à part la mort et les impôts». Espérons qu'il ne voulait pas dire la mort des impôts.

Samuel Bendahan

**BRÉLAZ BIENTÔT À BERNE?**



# L'enseignement de la musique: Entre passion et misère

*La situation professionnelle des enseignant-e-s de musique dans le canton de Vaud est déplorable. Pages de gauche a demandé à l'AVEM-SSP (l'Association vaudoise des enseignants de musique, affiliée depuis 2001 au Syndicat des services publics) de s'exprimer à ce sujet.*

Par **Isabella Beffa-Paul**,  
vice-présidente de l'AVEM-SSP

Enseigner la musique à des enfants et à des adolescents? Quel beau métier, nous direz-vous! Il est vrai que participer à la construction et à l'épanouissement d'un jeune par l'apprentissage et la pratique de la musique, lui transmettre notre savoir avec enthousiasme est une tâche non seulement artistique passionnante, mais également éducative et sociale. Ce métier nous l'aimons.

A l'heure actuelle néanmoins, il est extrêmement difficile, pour ne pas dire décourageant, d'exercer cette profession dans le canton de Vaud, et cela en raison de l'absence d'un cadre légal réglant le subventionnement des écoles de musique dispensant un enseignement non professionnel. Ces écoles dans leur quasi totalité reçoivent une petite et bien insuffisante manne du Canton et ne sont soutenues par leurs Communes qu'à bien plaisir. La situation est d'autant plus intolérable que la plupart des cantons de Suisse ont résolu depuis longtemps le problème du financement en légiférant sur la question. Une solution pleinement satisfaisante tant pour les parents d'élèves (accès aux écoles démocratisé par la maîtrise des coûts d'écologie) que pour les enseignant-e-s.

## DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉPLORABLES

Les enseignant-e-s vaudois-es de musique, tout en se substituant partiellement à l'école publique (par ex. en prenant en charge certaines heures de musique), font clairement les frais du manque d'implication des pouvoirs publics: salaires proches de celui des «working poor» (généralement moins de

4000.- brut mensuel pour un plein temps), absence de 13e salaire, annuités distribuées au compte-goutte, pas d'indexation au coût de la vie, pas de garantie d'emploi d'un semestre ou d'une

sont d'autant plus choquantes que le musicien enseignant dans une école de musique est détenteur d'une maturité fédérale, ainsi que d'un diplôme d'enseignement de niveau universitaire,

conscience politique ont enfin apporté une nouvelle tournure à ce dossier trop longtemps délaissé.

Une motion parlementaire demandant la rédaction d'un projet de loi sur les écoles de musique, cosignée par des députés représentant l'ensemble des partis siégeant au Grand Conseil, a été acceptée à une large majorité par le Grand Conseil vaudois en décembre 2005. Après une année de travaux préparatoires ayant réuni des représentants de tous les milieux professionnels et politiques concernés, un avant-projet de loi sur les écoles de musique est actuellement en cours de rédaction au Département de la Formation et de la Jeunesse, dirigé par Anne-Catherine Lyon, et devrait être mis en consultation dès l'automne.

Les négociations pour une Convention Collective de Travail (CCT), entamées en 2005 entre l'AVEM-SSP et les deux associations faïtières des employeurs (l'AVCEM, l'Association vaudoise des conservatoires et écoles de musique et la SCMV, la Société cantonale des musiques vaudoises) sont en train d'aboutir. Les attentes de l'AVEM-SSP et de tous les enseignant-e-s de ce canton sont très fortes face aux deux chantiers précités. En effet, il n'est plus acceptable pour nous de continuer de subventionner, à la place des collectivités publiques, par nos salaires et nos conditions de travail déplorable, l'enseignement musical non-professionnel de ce canton.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, cantons et communes se doivent d'offrir des conditions de travail et salariales dignes de ce nom, de donner à la profession une reconnaissance officielle en adéquation avec la formation HEM requise, de permettre enfin à notre métier d'exister réellement.



année à l'autre, cumul des postes de travail, déplacements incessants, morcellement des horaires de travail, pour ne citer que quelques-unes de nos conditions de travail insupportables... De plus, la retraite est pour la plupart d'entre nous une utopie quasi inaccessible.

Ces conditions de travail

de type Master. L'AVEM-SSP se bat depuis de nombreuses années pour une amélioration du statut et des conditions de travail des enseignant-e-s de musique.

## UNE SOLUTION EN VUE ?

Depuis 2005, les efforts conjugués de tous les partenaires concernés et une prise de

## DOSSIER: LA CLASSE OUVRIÈRE DANS TOUS SES ÉCLATS

# La lutte des classes à la casse?

Traiter de la classe ouvrière aujourd'hui peut apparaître comme désuet, de nombreuses personnes ayant déjà rangé dans les poubelles de l'histoire l'idée de classes sociales, et encore plus de la classe ouvrière. Pourtant, celle-ci occupe une place centrale dans l'histoire du mouvement socialiste; elle est même à son origine. Dans les écrits de Marx du 19<sup>e</sup> siècle, la classe ouvrière représente le sujet historique de la transformation et du dépassement du capitalisme.

Quels sont les critères qui définissent la classe ouvrière et l'appartenance à une telle classe? Le point de départ renvoie à la position dans le processus de production et aux conditions de travail. A cette dimension, peuvent encore s'ajouter d'autres critères comme le salaire, les modes de vie ou encore la «conscience de classe», qui renvoient cette fois non plus aux conditions matérielles de production, mais à l'identité politique des ouvriers.

## DU PROLÉTARIAT AU PRÉCARIAT?

Si, à l'époque du capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle, les ouvriers industriels représentaient l'écrasante majorité des salariés et correspondaient au prolétariat, le nombre d'ouvriers, définis par l'exercice d'une activité manuelle de production, a considérablement diminué au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Les pronostics de la prolétarianisation de la grande majorité de la population ne se sont pas concrétisés. Au contraire, l'apparition de classes sociales intermédiaires ou moyennes (parfois liées au secteur public) a atténué la polarisation du capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle.

La structure socio-professionnelle des économies capitalistes développées s'est profondément modifiée au cours du 20<sup>e</sup> siècle; tout d'abord, sous l'effet de la rationalisation de la production par l'introduction de nouvelles machines, faisant ainsi disparaître un certain nombre de professions; ensuite, en raison de l'essor du secteur des services, qui, depuis les années 1960-70, représentent la plus grande proportion d'emplois dans les pays «industrialisés» du Nord, ou encore de l'augmentation des emplois dans le secteur public. Ces changements structurels ont modifié la stratification sociale de nos sociétés capitalistes.

Que veut encore dire la classe ouvrière aujourd'hui? Quelle proportion de la population active représente-t-elle? Selon les récentes enquêtes de l'Office fédéral de la statistique sur la population active suisse, les catégories des artisans, des ouvriers qualifiés et des ouvriers et employés non-qualifiés (mais sans le personnel de services et de vente) représentent environ 25% de la population active, alors que la proportion de salarié-e-s dans la population active atteint plus de 80%.

Cela ne signifie pas que les formes d'exploitation aient disparu de notre société, bien au contraire... Même en faisant abstraction des pays du Sud (de la Chine à l'Amérique latine en passant par l'Inde ou l'Afrique), où sont de plus en plus concentrés les emplois industriels, les formes d'exploitation de la main d'œuvre se sont diversifiées. Contrairement à l'époque du capitalisme industriel du XIX<sup>e</sup> siècle, marqué par l'exploitation du prolétariat



industriel et une certaine homogénéité des conditions de vie, les formes d'exploitation contemporaines sont beaucoup plus diverses, à la fois dans le secteur industriel, mais aussi et surtout dans les emplois de services. Certains parlent de précarité (voir art. p. 8) par analogie au prolétariat pour souligner la diversité de ses composantes, et la nécessité de recourir à un terme «nouveau» pour rendre compte des changements importants qui ont eu lieu en quelques décennies au bas de l'échelle sociale...

## QUELLE BASE SOCIALE AUJOURD'HUI?

Face à cette plus grande diversité des formes d'exploitation contemporaines, et donc d'intérêts peut-être plus divers éga-

lement, comment viser une transformation des rapports de production et une amélioration des conditions de vie pour le plus grand nombre? Cette question est essentielle pour la gauche, aussi bien sur le plan politique que syndical, pour élaborer des propositions et des stratégies qui mobilisent une part croissante de la population. Il s'agit d'analyser la composition actuelle du salariat, d'en identifier les intérêts communs mais aussi de savoir en cerner les différences, afin de créer des conditions favorables à l'émergence d'une nouvelle conscience commune. Une nouvelle conscience «de classe»?

Maurizio Colella  
André Mach

### Un avenir sans ouvriers?

De Marx à nos jours: évolutions et modifications des structures de l'emploi en Suisse

6

### Précarité, consécration de la précarité

Durable et hétérogène: tels sont les traits saillants du précarité. Quelles questions et quels enjeux soulève-t-il?

7

### Les inégalités sociales s'accroissent

La redistribution des richesses reste inégalitaire, aussi bien au niveau national qu'international

8

### (Im-)mobilisation?

La diversité de la population des précaires pose de difficultés aux syndicats. Comment mobiliser des gens d'horizons si différents?

9

### Le vote ouvrier pour l'UDC, réalités et remèdes pour la gauche

Entre les deux le bulletin balance...

10

## DOSSIER: LA CLASSE OUVRIÈRE DANS TOUS SES ÉCLATS

# Un avenir sans ouvriers?

## Structure des professions en Suisse

*Depuis Marx, les sociologues s'intéressent aux changements de la structure de l'emploi: assiste-t-on à une prolétarianisation ou va-t-on vers une structure des professions toujours plus qualifiée?*

Par Daniel Oesch,  
secrétaire central de l'USS

Les données à disposition pour ces quinze dernières années montrent qu'en Suisse, ce sont surtout les groupes professionnels hautement qualifiés qui ont enregistré la plus forte croissance. Sur le marché du travail, on trouve aujourd'hui 270'000 membres des professions académiques de plus qu'au début des années 1990. L'augmentation est presque aussi spectaculaire pour le groupe des dirigeants et cadres supérieurs dont la croissance a été de 30% durant la même période, de 198'000 à 257'000 (voir graphique ci-dessous).

En revanche, l'évolution a été moins favorable aux ouvriers. Tandis que le nombre des ouvriers et artisans qualifiés est resté pratiquement stable, celui des ouvriers et employé-e-s non qualifié-e-s a chuté de 24%. Selon la nomenclature de l'Office fédéral de la statistique, en 2006, seule une personne active sur quatre appartient à la caté-

gorie des ouvriers au sens strict du terme (artisans et ouvriers qualifiés ainsi qu'ouvriers et employés non qualifiés, soit environ 820'000). Le groupe des ouvriers non qualifiés n'est toutefois pas le seul à perdre en importance. Le nombre des employé-e-s de type administratif diminue également: les chefs toujours plus nombreux semblent avoir besoin de moins de secrétaires et de réceptionnistes qu'il y a 15 ans. Les effectifs des auxiliaires de bureau ont chuté de 17% depuis 1992. En revanche, le personnel des services et de vente a progressé de 17%, de 460'000 à 540'000.

### POLARISATION PLUTÔT QUE PROLÉTARIANISATION

La prolétarianisation n'a donc pas eu lieu en Suisse. Au cours des années 1990, les ouvriers et employés peu qualifiés de l'industrie des machines, des arts graphiques ou du trafic des paiements ont été remplacés par des infirmières, des informaticiens ou des gestionnaires de fortune, mais aussi par des

emplois dans le secteur des services peu qualifiés.

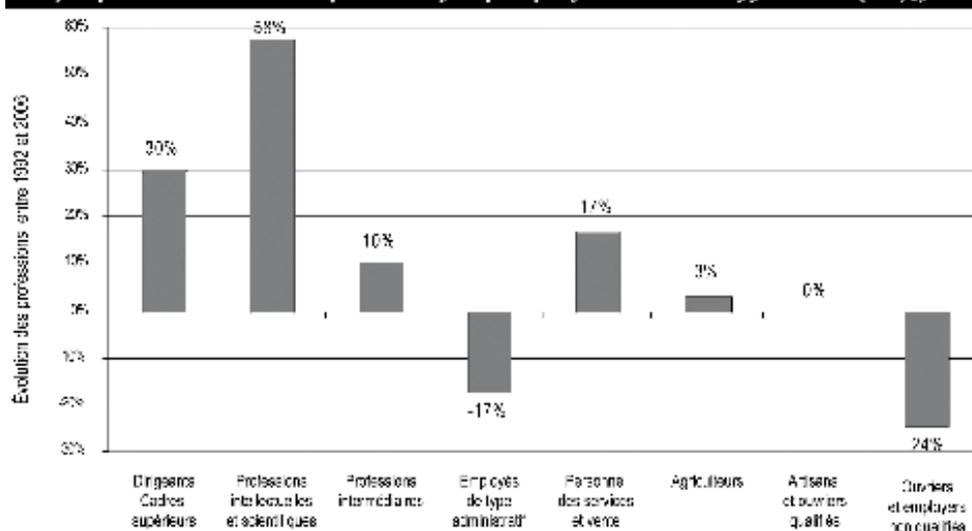
Ce constat général s'applique à l'ensemble des pays occidentaux, mais avec certaines différences. Des études réalisées pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne font apparaître une croissance très inégale de la structure des professions. Les emplois stables et correctement rémunérés dans le secrétariat ou l'industrie sont devenus plus rares. Parallèlement, de nouveaux emplois, souvent précaires, ont été créés dans le secteur des soins et de la santé, de la vente ainsi que dans les services personnels. Par conséquent, les études anglo-saxonnes parlent d'une polarisation de la structure de l'emploi, à savoir: une croissance soutenue dans les rangs des professions académiques privilégiées, un recul dans les professions du secrétariat et de l'artisanat, une faible croissance dans les services personnels.

Cette évolution de la structure de l'emploi a peu à voir avec la mondialisation,

professionnelle (soins, vente, restauration rapide). Pas moins de trois quarts de ces emplois sont occupés par des travailleurs d'origine hispanique. Les auteurs de l'étude en concluent que, sans l'afflux d'un grand nombre de travailleurs peu qualifiés, il n'y aurait pas eu, aux Etats-Unis, une croissance des emplois précaires aussi forte. Soit les homes et chaînes de restauration rapide n'auraient pas créé – faute de main-d'œuvre – autant de postes, soit ils auraient dû améliorer de manière significative leurs conditions de travail pour attirer la main-d'œuvre nécessaire et, par conséquent, ces nouveaux emplois ne se seraient plus situés en bas de l'échelle professionnelle.

En plus de l'immigration, la technologie joue aussi un rôle central dans tous les pays occidentaux. Robots, machines et ordinateurs s'occupent des tâches répétitives qui, par leur caractère prévisible, sont facilement programmables. Cela concerne avant tout la production de biens ainsi que le traitement de données. Cependant, la technologie ne rendra jamais tout le travail peu qualifié superflu. Les ordinateurs échouent à effectuer des travaux impliquant l'aptitude à coordonner la main et les yeux – une spécialité des humains. Ainsi, un robot peut-il construire une voiture, mais pas nettoyer un appartement, laver une patiente ou servir un client. C'est pourquoi la thèse de la polarisation ne semble pas totalement erronée. À l'avenir, le nombre des managers et des scientifiques ne sera pas le seul à augmenter, celui des prestataires de services peu qualifiés en fera autant.

Graphique: Evolution de l'emploi dans quelques professions entre 1992 et 2006 (en %)



Source: Office fédéral de la statistique (LSPA de différentes années)

## DOSSIER: LA CLASSE OUVRIÈRE DANS TOUS SES ÉCLATS

# Le précarariat, ou la consécration de la précarité

*Le terme « précarariat » est en vogue désormais. Institutionnalisé dans les pratiques et les discours, il renvoie à une précarité de masse, transversale à l'entier du salariat et installée durablement. Une manière de consacrer ce triste état de fait, mais aussi d'en faire enfin un enjeu social et politique à part entière.*

Jusque dans les années 1980-90, le salariat, cette forme quasi hégémonique des rapports de travail, et qui à ses débuts écrasait de tout son poids les masses laborieuses, bien qu'elle maintenait le travailleur dans une forme de subordination au capital, garantissait en échange une certaine protection. Économique bien sûr, mais également sociale. Le salariat relevant d'un emploi stable, fondé sur un contrat à durée déterminée, un revenu fixe, et un taux d'occupation à 100%, cette forme d'emploi était synonyme de sécurité. C'est du moins ainsi qu'il était présenté et défendu.

## LA PRÉCARITÉ DEVENUE DURABLE

Or, depuis une trentaine d'année, avec la crise, la montée du chômage de masse et de longue durée, la mondialisation des échanges et la mise en concurrence à un niveau transnational des activités économiques, la donne change. On réalise que la «sécurité» de l'emploi salarié n'est pas un acquis, et que la conjoncture économique se révèle déterminante pour le maintien des conditions d'emploi. Et parallèlement se développent se que l'on nomme les catégories précaires d'emploi: emplois temporaires, à temps partiel ou à durée déterminée entre autres. Et ce qui a longtemps été conçu comme des situations provisoires, ou un «tremplin» dans certains cas pour une carrière professionnelle (cf. *Pages de gauche* n°57) s'avèrent s'être installées de manière durable dans le panorama du monde du travail, ou s'être quasiment généralisées dans certains secteurs ou pour des catégories données de

salariés. Ainsi le précarariat serait à tous les égards une nouvelle forme d'emploi, et non pas un simple «accroc» durant une carrière, ou une situation temporaire en attendant des jours meilleurs.

A ce titre, il s'agit de considérer l'énorme bassin de pression que représente la masse des chômeurs pour les salarié-e-s de tous les pays. Les conditions que nous vous offrons ne vous conviennent pas? Pas de problème, il y a suffisamment de gens qui n'attendent qu'un coup de fil pour prendre votre place, et ce à n'importe quelles conditions... Peu importe qui prendra la place, la précarité, elle, est au rendez-vous. Et agiter la menace de délocaliser le lieu de recrutement en Chine, ou ailleurs, relève de la même logique. Le dumping social créé de la sorte est évidemment savamment entretenu et orchestré par le patronat, tout-à-fait conscient de tenir le couteau par le manche... Difficile, dans ces conditions de voir à terme une sortie de cet état de fait, tant le concept-même de précarariat semble faire partie intégrante des rouages de l'économie néolibérale, et fait par conséquent le jeu des patrons.

## DIVERSITÉ OU ÉCLATEMENT ?

Autre trait saillant du précarariat: la diversité de sa base. Quiconque veut trouver au sein du précarariat une accroche pour replacer celui-ci dans une perspective de classe se heurte en premier lieu à l'hétérogénéité de ses composantes. Le précarariat est composé de femmes, de jeunes, de vieux. D'ouvriers, certes, mais aussi de personnel de maison, de travailleurs temporaires, de chômeurs-ses de longue



durée, de diplômés, de journalistes, d'enseignants, etc. Un statut, le précarariat, qui balaie tous les secteurs d'activité, toutes les classes d'âge, les types d'emploi. Un statut dont les incidences ne se limitent pas aux strictes difficultés économiques: problèmes de santé, marginalisation, insécurité sociale, incapacité à s'imaginer un avenir. Sans parler des retombées politiques (voir page 10). Combien de chômeurs ne trouveront-ils plus jamais de travail dans leur secteur de compétences? Combien de jeunes commencent leur carrière par un emploi précaire? Combien de diplômés restent-ils sur le carreau, empêchés qu'ils sont de trouver un emploi en relation avec leurs formation et qualifications? Que dire de la situation professionnelle des sans-papiers? Et surtout, comment parler de classe, vu que l'on est en tout état de fait dans un rapport de classe, lorsqu'apparemment rien ne semble rapprocher ces gens? Sans oublier, comme dit plus haut, que la concurrence «hori-

zontale», i.e. entre deux personnes aspirant au même poste, est devenue acharnée, portant par là-même atteinte à la solidarité nécessaire et à la base de toute conscience de classe...

Mais il existe déjà quelques précédents, comme les manifestations de soutien aux sans-papiers sous nos latitudes, ou les manifestations contre le CPE et la révolte des intermittents du spectacle en France. Comme le dit François Schreuer, dans la *Revue Politique* (octobre 2006), il est des raisons d'être optimiste: «Le développement de nouvelles solidarités entre précaires de tous bords relève (...) de pratiques minoritaires peu visibles et souvent inscrites dans le cadre d'une action militante. Ces pratiques manifestent cependant une vivacité et une récurrence qui les rendent significatives. De façon plus générale, la précarité est en train de devenir une identité collective».

DOSSIER: LA CLASSE OUVRIÈRE DANS TOUS SES ÉCLATS

# Les inégalités sociales persistent et s'accroissent

*Depuis une quinzaine d'années, les inégalités de revenus progressent à nouveau dans les pays industrialisés.*

Les antagonismes de classe à travers l'existence de catégories sociales relativement homogènes et antagonistes, telles qu'on pouvait les observer au XIX<sup>e</sup> siècle à l'époque du capitalisme sauvage triomphant, se sont atténuées durant le XX<sup>e</sup> siècle à travers l'essor de l'Etat social et de la fiscalité progressive durant la période d'après-guerre. Cette dynamique a donné lieu à une stratification sociale plus complexe et moins inégalitaire. Pourtant, les principaux mécanismes de redistribution des richesses dans nos sociétés, à savoir la fiscalité progressive et les politiques sociales, sont de plus en plus remis en cause depuis une vingtaine d'années.

## LE RETOUR DES CLASSES SOCIALES?

Depuis l'effondrement des régimes communistes et l'accélération de la mondialisation des échanges économiques, on assiste à une évolution inverse à celle de la majeure partie du XX<sup>e</sup> siècle, et les inégalités sociales recommencent à s'accroître dans les pays industrialisés, ainsi que vis-à-vis des pays du Sud.

Ainsi, la très libérale OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques) le reconnaît dans un récent rapport en soulignant que, même si les richesses des pays de l'OCDE avaient progressé au cours des dernières années, «l'intensification des échanges commerciaux lors de ces dernières décennies a augmenté à la fois les inégalités de salaire et la précarité des travailleurs de l'OCDE». Même si l'Etat social permet d'atténuer les disparités sociales, celles-ci ne cessent de progresser de manière structurelle depuis quelques années en raison de la forte pro-

gression des revenus du capital, des hauts salaires et de la stagnation des salaires de la majorité de la population.

## ET EN SUISSE?

En Suisse également, sous l'effet de la stagnation des salaires et de la progression fulgurante des revenus du capital, on assiste à un accroissement des inégalités. Ce renforcement des disparités sociales se répercute également au niveau de la répartition de la fortune au sein de la société. Depuis 1991, la fortune des personnes physiques a quasiment doublé, passant de 530 milliards en 1991 à près de 1'000 milliards de francs en 2003 (tableau ci-dessous). Même en tenant compte de l'inflation, la progression est considérable.

En 2003, 3.7% des contribuables concentraient 54% de la fortune suisse; 0.38% près de 27%. Par rapport à 1991 (0.29% «ne détenaient que» 19% de la fortune), la concentration de la fortune s'est accentuée



parmi les plus riches de la société. A l'autre bout de l'échelle, les contribuables qui disposaient d'une fortune inférieure à 100'000 francs (la première ligne du tableau, soit 74% des contribuables en 1991) détenaient 10% de la fortune totale en 1991; en 2003, cette catégorie de contribuables, un peu moins de 70%, ne disposait plus que de 5.6% de la fortune totale. Pourtant, ces chiffres sous-estiment encore la réalité. En effet, certains élé-

ments de la fortune ne sont pas pris en considération dans la statistique et les immeubles sont recensés selon leur valeur fiscale cantonale, alors que la valeur vénale est généralement beaucoup plus élevée. D'autre part, ils se basent sur les déclarations d'impôt; or, il est connu que les grosses fortunes sont très bien conseillées pour faire valoir toutes les astuces afin de minimiser leurs charges fiscales.

André Mach

**Statistique de la fortune des personnes physiques en Suisse (1991, 1997 et 2003)**

CLASSES DE FORTUNE NETTE EN 1000 CHF.	NOMBRE DE CONTRIBUABLES (CHIFFRES ABSOLUS ET EN %)			FORTUNE NETTE EN MILLIONS DE FRANCS (ET EN %)		
	1991	1997	2003	1991	1997	2003
0-99	2'780'534 (73.95%)	2'707'880 (69.98%)	2'999'010 (68.75%)	52'597.4 (9.93%)	50'796.2 (6.77%)	55'486.5 (5.57%)
100-999	906'794 (24.11%)	1'044'594 (27.00)	1'225'552 (28.93)	254'787.5 (48.07)	324'869.7 (43.31)	401'421.0 (40.32%)
1000-...	72'822 (1.94)	117'243 (3.03)	163'469 (3.73)	222'725.9 (42.00)	374'298.4 (49.91)	538'695.0 (54.11)
dont 5'000-...	7'393 (0.29)	12'119 (0.31)	16'487 (0.38)	101'899.7 (19.22)	177'810.9 (23.71)	266'869.4 (26.81)
<b>Total</b>	<b>3'760'150 (100)</b>	<b>3'869'717 (100)</b>	<b>4'388'031 (100)</b>	<b>530'110.8 (100)</b>	<b>749'964.4 (100)</b>	<b>995'602.4 (100)</b>

Source: Administration fédérale des contributions. *Statistique de la fortune des personnes physiques pour l'ensemble de la Suisse (1991, 1997 et 2003).*

## DOSSIER: LA CLASSE OUVRIÈRE DANS TOUS SES ECLATS

# (Im-)mobilisation?

*De nos jours, la précarité est transversale aux corps de métiers, aux degrés de qualification, aux âges, etc. Cela n'est pas sans poser, on s'en doute, de questions en termes de stratégies syndicales et des intérêts communs autour desquels mobiliser une population si variée.*

Or, avant de penser à comment «mobiliser ensemble» la population des précaires, dans toute sa diversité, il s'agit pour les syndicats de revoir d'abord un certain nombre de leurs objectifs, de leurs aspirations, de leur conception de la construction syndicale.

## DES TERRAINS TRÈS DIFFÉRENTS

Car on ne mobilise pas de la même manière sur un chantier que dans une boutique de mode! Certains secteurs sont historiquement rompus à l'activité et l'information syndicale, et ont toujours un taux de syndicalisation des plus élevés. Dans d'autres secteurs la donne est toute autre. Le cas du tertiaire (commerce de détail, restauration, services...) est emblématique. Ces branches sont l'émanation même de la tertiarisation de la société, de la mutation de l'économie industrielle à une économie des services et de la consommation. Ce secteur emploie la majorité de la population active en Suisse, et ne compte que 2% de taux de syndicalisation! Un simple calcul montre l'urgence: toutes les études démontrent que les secteurs à haut taux de syndicalisation sont confrontés à moins de violations du droit du travail que les secteurs qui sont peu syndiqués. Et pas besoin d'être un expert pour savoir que dans les magasins et les restaurants, c'est souvent le chaos le plus total qui règne et qui régit les conditions d'emploi et de travail... Dans ces secteurs, l'objectif prioritaire doit être la pression pour l'introduction de Conventions collectives le plus étendues possible. Mais pour ce faire, il faut des membres syndiqués... On le comprend

bien, ce n'est donc pas avec les mêmes discours, les mêmes éléments rassembleurs que l'on va aller démarcher un chantier, un magasin, mais aussi une université, une poste, un journal... Différence de discours, car différence d'objectifs, de culture syndicale, de priorités. Cela semble banal, mais contribue à occulter un point essentiel: comment faire lutter ensemble des travailleur-se-s si différents, et aux intérêts si variés? A l'heure actuelle cela semble difficile, peut-être bien parce que la question de la généralisation de la précarité n'a pas été correctement cernée par les syndicats, et par conséquent les milieux politiques.

## DES DIFFICULTÉS À RASSEMBLER

Bien entendu, ces différentes catégories de population présentent également des caractéristiques communes, in primis la soumission à la loi du capitalisme acharné, des attaques contre leurs conditions de travail et de la précarité menaçante. Mais, et c'est tout le problème, de fortes différences existent également. A commencer par la composition-même des différents corps de métier cités. De l'intellectuel fils de médecin au maçon avec un permis L, en passant par le sommelier sans-papiers et la vendeuse en boutique, il va de soi que l'on se heurte à des situations que les personnes intéressées elles-mêmes ont de la peine à concevoir comme relevant d'une problématique globale.

Car certes, la précarité, ou la menace omniprésente qu'elle représente pour les travailleur-se-s, est la cause première des nombreux problèmes que rencontrent les sala-

riés (économiques, sociaux, familiaux). Mais cette insécurité sociale généralisée agit aussi comme principal frein à la revendication de ses droits,

*...on ne mobilise pas de la même manière sur un chantier que dans une boutique...*

à la syndicalisation, à la mobilisation et à l'action... Comment oser aller exiger un salaire «conventionnel», réclamer une adaptation de ses conditions d'engagement, attaquer son employeur quand on connaît la pression que représente le chômage? Sans parler des actes d'intimidation fréquents dont est victime le personnel syndiqué, ou des licenciements au nez et à la barbe de la liberté syndicale. Dans certains secteurs, comme le commerce de détail, il n'est pas rare d'entendre le personnel affirmer que la direction «interdit» tout bonnement à ses employé-e-s de se syndiquer, étouffant par là-même dans l'œuf le simple accès à l'information syndicale.

## UN EXAMEN EN PROFONDEUR, POUR DES OBJECTIFS NOUVEAUX

Toutes ces difficultés découlant de la grande diversité, cette donnée nouvelle, du «précarité» ne doit pourtant pas décourager les syndicats, et plutôt les pousser à une réflexion de fond au sujet de leurs stratégies, objectifs, et des enjeux dont ils sont en charge.

Le fait est que les syndicats encore trop souvent posent comme principe de base l'emploi-stable, à 100%, avec contrat à durée indéterminée, etc. C'est en fonction

de cet objectif qu'ils établissent leurs stratégies et mènent leurs actions. Or, c'est renier la triste réalité! L'emploi précaire est désormais, à tous les titres, une forme d'emploi institutionnalisée, et il s'agit maintenant d'agir non plus sur le type d'emploi, mais bel et bien sur le parcours professionnel individuel et collectif! Comme le dit le sociologue français Robert Castel: «l'une des possibilités serait de rattacher les protections et les droits à la personne du travailleur lui-même et plus seulement au statut de l'emploi comme c'était le cas. De sorte que le travailleur garderait ses droits, des droits, en période de non emploi, il pourrait alors se former pour être capable de changer d'emploi. Ce serait un moyen de constituer des sécurités».

Assurer la sécurité des parcours ce n'est pas renoncer à garantir des conditions de travail décentes. C'est admettre que la première, de nos jours, compte autant que les secondes, que salariat n'est plus synonyme de sécurité sur le long terme. C'est admettre que ce n'est pas aux salarié-e-s de payer l'instabilité d'une économie spéculative et mondialisée. C'est mobiliser les travailleur-se-s de tous les secteurs confondus autour de leur principal point commun: l'insécurité sociale ambiante. C'est rendre responsable l'ensemble de la société des «risques» de la précarité, et par la même de sa prise en charge. Un enjeu de taille certes, qui relève autant de l'économique que du philosophique quasiment, mais désormais inéluctable.

DOSSIER: LA CLASSE OUVRIÈRE DANS TOUS SES ÉCLATS

# Le vote ouvrier pour l'UDC: réalités et remèdes pour la gauche

*Un phénomène semble bouleverser toute la sociologie électorale européenne: une partie importante des ouvriers se tournerait aujourd'hui vers les partis que l'on peut qualifier de nationaux-populistes. Qu'en est-il en Suisse?*

Par Line Rennwald, diplômée en science politique et collaboratrice pour la campagne du PSS

L'UDC, parti historique des paysans et des artisans, est-il devenu le parti de la classe ouvrière? Le parti du multimillionnaire Christoph Blocher est-il en mesure de séduire les composantes les plus fragilisées de notre société?

## LES RÉCENTES ÉLECTIONS FÉDÉRALES

En analysant les résultats des élections fédérales de 1995 à 2003, grâce aux enquêtes électorales *Selects* réalisées auprès de 3000 à 5000 Suisses, on peut faire les observations suivantes: alors que les travailleurs non qualifiés ne se distinguaient pas des autres catégories sociales dans leur vote pour l'UDC en 1995 et 1999, leur probabilité de voter UDC est largement supérieure à la moyenne en 2003 et proche de celle de la petite bourgeoisie, qui constitue l'électorat traditionnel de l'UDC. En comparant avec le vote pour le PS, on constate que les travailleurs qualifiés et non qualifiés ne votent pas plus que la moyenne pour le PS. Ce sont surtout les spécialistes socio-culturels (personnes qui travaillent dans des services sociaux, médicaux, culturels) qui ont une probabilité largement supérieure de voter pour le PS.

Certaines différences se dégagent au niveau cantonal. A Zurich, on constate que les résultats ne diffèrent pas du niveau suisse en 1995. En 2003 par contre, les travailleurs non qualifiés présentent une probabilité de vote pour le PS inférieure à la moyenne, tandis que leur probabilité de vote pour l'UDC est nettement supérieure, et beaucoup plus forte qu'au niveau suisse.

Dans le canton de Vaud, on constate qu'en 1995, contrairement au niveau suisse, les travailleurs qualifiés et non qualifiés ont une probabilité supérieure à la moyenne de voter pour le PS. En 2003, cela n'est plus le cas pour les travailleurs qualifiés, qui ont une probabilité supérieure de voter UDC. Quant à eux, les travailleurs non qualifiés semblent être divisés en deux groupes, puisqu'ils présentent à la fois une probabilité légèrement au-dessus de la moyenne de voter PS et UDC.

En guise de synthèse, on peut dire que le vote pour l'UDC des travailleurs non qualifiés a augmenté considérablement entre 1995 et 2003; la situation est plus contrastée pour les travailleurs qualifiés. Le PS est quant à lui surtout le parti choisi par les spécialistes socio-culturels.

## QUELQUES MOTIVATIONS DU VOTE...

Des entretiens auprès d'électeurs ouvriers de l'UDC, réalisés par nos soins dans le canton de Neuchâtel, apportent des informations riches, qui complètent l'analyse statistique.

Les propos de cet ouvrier, déçu des partis de gauche, se révèlent très intéressants: «*J'ai commencé à voter pour le POP, des fois pour les socialistes, mais toujours à gauche. Et là ça a fait «tac tac», j'ai décidé de tout changer en même temps. (...) Avant, je n'étais pas extrême-gauche, mais pour la gauche. Je me disais, ma foi, c'est quand même eux qui défendent les ouvriers; la droite, c'est les patrons. Mais en fin de compte j'ai remarqué qu'une fois qu'ils sont dans leur fauteuil, c'est terminé.*» Le fait que le leader de l'UDC soit lui-même multimillionnaire ne semble d'ailleurs pas troubler ce même ouvrier: «*Mais Blocher, lui il est millionnaire (...), mais il parle*



*Que faire pour que les ouvriers restent à gauche?*

*au nom du peuple, de nous, de nos problèmes. Il a beau être millionnaire, c'est comme ça, c'est bien qu'il parle au nom du peuple.*» Un autre ouvrier s'exprime aussi dans le même sens: «*Blocher essaie de donner plus d'argent aux petits.*»

Ces ouvriers interrogés sont dans des situations économiques et sociales difficiles. Des situations qui profitent à l'UDC. Dans les entretiens, on ne trouve, étonnamment, pas de doutes sur la capacité de l'UDC à défendre les catégories sociales les plus faibles. L'UDC, en mettant en valeur le peuple, en trouvant des boucs-émissaires (les étrangers, l'Europe), en dénonçant les profiteurs («*faux réfugiés*», «*faux invalides*»), semble réussir à mettre de côté, chez cette partie de l'électorat, toute sa dimension économique néolibérale.

## QUELS REMÈDES POUR LA GAUCHE?

Ces constats doivent interpeller le PS et toute la gauche. Plusieurs pistes de solutions peuvent être envisagées.

Une réflexion sociologique est certainement la toute première chose à envisager. Le PS et toute la gauche doivent faire une meilleure analyse de la société actuelle et de ses classes sociales, afin de comprendre par exemple que les ouvriers de la production n'ont pas disparu ou encore que de nouvelles précarités se développent dans le secteur tertiaire.

Deuxièmement, une réflexion politique doit être enga-

gée. Si l'on veut convaincre les travailleurs, il faut mettre l'accent sur les sujets sociaux, concrets et qui les touchent directement. La gauche doit également mettre davantage en évidence les liens de l'UDC avec le capital en Suisse, et ainsi dénoncer sans cesse sa politique néolibérale et ses conséquences très concrètes sur la vie des gens. Ainsi le PS, en collaboration avec les syndicats, devrait mieux thématiquer les questions relatives au travail, à la prédominance de la finance sur les logiques industrielles, ou encore au mobbing et au stress.

Un troisième axe de réflexion s'oriente sur l'organisation du PS. Henri Rey, dans un ouvrage récent sur la composition sociale des adhérents du PS français, constate que les personnes bénéficiant d'un statut social privilégié y sont surreprésentés, alors que les ouvriers, les employés, les chômeurs y sont largement sous-représentés. Avec pour conséquence, selon lui, que l'expression des attentes des populations défavorisées ne parvient que de manière indirecte et souvent abstraite à la tête du parti. On ne peut donc que difficilement défendre les catégories populaires, sans les rencontrer dans son propre parti.

Finalement, parler des ouvriers et des catégories populaires peut être un remède simple à appliquer. Tel Pierre Mauroy qui avait dit à Lionel Jospin lors des Présidentielles françaises de 2002: «*Ouvrier, ce n'est pas un gros mot.*»

# Cent ans et presque toutes ses dents!

*Le 17 août prochain, l'Internationale socialiste des femmes aura cent ans. Retour sur les premières années du mouvement, qui furent aussi son âge d'or.*

17 août 1907 à Stuttgart. 58 déléguées de pays du monde entier – du Japon à la Finlande en passant par l'Inde ou l'Autriche – se réunissent afin de donner naissance à la première Internationale socialiste des Femmes (ISF). Sa première résolution est politique: le droit de vote pour toutes et tous; il n'y a à l'époque que quelques pays nordiques à avoir déjà fait le pas... La présidence du secrétariat permanent est confié à Clara Zetkine, figure déjà historique du féminisme international et militante infatigable au sein de l'aile gauche du SPD allemand.

## L'ÉMERGENCE DU 8 MARS

Sous sa direction, l'ISF se réunit à nouveau en 1910 et vote l'instauration d'une journée de la Femme, sans en arrêter la date précise. Cette instauration fait suite à plusieurs années de luttes et de mobilisations des femmes pour leurs droits, en tant que citoyennes et en tant que travailleuses, notamment la mobilisation d'ouvrières d'Amiens au printemps 1902, réprimée violemment. La date exacte de la journée

fluctue jusqu'au 8 mars 1917 et à la grève des ouvrières de Saint-Petersbourg. A la suite de cette mobilisation, Lénine instaure, dès 1921, une journée internationale des femmes le 8 mars; une date adoptée successivement par tous les pays jusqu'à sa reconnaissance officielle par les Nations Unies en 1977.

## L'OPPOSITION À LA GUERRE

La première guerre mondiale porte un coup important à l'ISF, tout comme elle le fait à la deuxième Internationale qui n'arrive pas, malgré ses déclarations, à éviter le déclenchement du carnage. Et pourtant, de déclarations aucune des deux organisations n'en manquent! Zetkine participe à la réunion extraordinaire de l'ISF à Bâle en 1912 où elle prononce un discours célèbre se ponctuant par cet appel: Guerre à la guerre! [*Krieg dem Krieg*]

L'ISF à terre, Zetkine n'abandonne pas pour autant son combat contre la guerre. Elle convoque, en mars 1915, une conférence internationale des femmes socialistes à Berne, constituant par-là même, six mois

avant la conférence de Zimmerwald, la première réponse pacifiste internationale depuis le déclenchement du conflit. Du 25 au 27 mars, vingt-huit femmes originaires majoritairement des pays neutres mais aussi d'Allemagne, d'Angleterre, de Russie et de France travaillent à l'élaboration d'une résolution réclamant l'arrêt de la guerre et la reconstitution de l'Internationale.

## LA SCISSION ET L'AFFAIBLISSEMENT

L'ISF, affaiblie par la guerre, ne va pas se remettre de la scission qui secoue le mouvement ouvrier au sortir de la première guerre. A l'heure du choix entre la troisième Internationale communiste et la social-démocratie, elle perd beaucoup de ses forces vives. Zetkine, elle, participe à la création du mouvement spartakiste aux côtés de Rosa Luxemburg, puis devient députée du nouveau parti communiste allemand; son poste à l'ISF revient à Edith Kemmis mais l'organisation, sans doute en raison de sa faiblesse, est placée sous la houlette de l'Internationale socialiste

et de son secrétaire, Friedrich Adler. Son affaiblissement va croissant jusqu'à sa quasi-disparition. Cette longue traversée du désert coïncide d'ailleurs avec le désintérêt croissant des partis socialistes à l'égard des droits des femmes. Il faudra attendre 1955 – et le renouveau des mouvements féministes – pour assister aux prémices d'une renaissance qui est officielle en 1978 avec le lancement de l'organisation telle qu'elle existe aujourd'hui.

Julien Wicki



DR

## UNE P'TITE GOUTTE?



## DIE LINKE

### A gauche toute en Allemagne ?

La grande famille de la gauche européenne compte depuis quelques semaines un nouveau venu: «Die Linke». Ce parti est issu de la fusion de deux formations préexistantes, aux traditions assez différentes. D'une part le *Linkspartei.PDS*, formation issue de l'ancien parti communiste de la RDA (de triste mémoire) et qui apporte dans l'escarcelle près de 60 000 militant-e-s, essentiellement implantés en ex-Allemagne de l'Est.

L'autre composante de ce nouveau parti est nettement inférieure en membres (environ 11 000) et de création beaucoup plus récente. La WASG (*Arbeit & soziale Gerechtigkeit – Die Wahlalternative*) avait été fondée en 2004 par des militant-e-s issus de l'aile gauche de la social-démocratie (SPD), ainsi que des syndicalistes (surtout IG Metal et Ver.di). Sa base militante reposait essentiellement en ex-Allemagne de l'Ouest. Le positionnement de la WASG s'est fait en réaction à ce qui a été perçu comme une dérive libérale de la social-démocratie.

Le congrès qui a vu la création de Die Linke s'est tenu le 16 juin 2007. La direction de ce nouveau parti est composée de manière paritaire entre l'ex-PDS et l'ex-WASG. Du côté du WASG, c'est le charismatique Oskar Lafontaine (un ancien socialiste de gauche, ex-président du SPD, évincé par Schröder) qui co-préside, son pendant de l'ex-PDS étant Lothar Bisky (chef de la fraction au parlement: Oscar Gysi).

Die Linke ne compte pas faire (en l'état) alliance avec le SPD (alors que SPD, Verts et Die Linke auraient la majorité au parlement). Ce positionnement peut poser problème à long terme, alors même que cette fusion de l'extrême-gauche allemande est applaudie partout en Europe (et surtout en France), dans les milieux de gauche «antilibérale», comme un modèle à suivre.

RF

# AI : une défaite encourageante

*Quels enseignements et quel bilan faut-il tirer du référendum contre la 5e révision de l'AI, que Pages de gauche a ardemment soutenu dès le début? Quelles sont les prochaines batailles et les perspectives qu'ouvre ce résultat?*

Le peuple a donc tranché. A 59%, il a approuvé la 5<sup>e</sup> révision de l'AI le 17 juin dernier. Bien sûr, c'est avant tout une défaite. Pour celles et ceux, qui, comme votre serviteur, ont toujours gardé le secret espoir de reproduire l'exploit d'autres «référendums minoritaires» (LME, arrêté sur le chômage), c'est forcément une déception. Étonnamment, l'ambiance était pourtant plutôt bonne dimanche 17 juin, du moins en Suisse romande. Contrairement aux médias allemands, les médias romands ont à bon droit reconnu que la défaite était «honorable», un «succès d'estime» pour les opposants.

## PETITES VICTOIRES

Il faut dire que l'affaire était fort mal engagée. Les directions du PSS et de l'USS ne voulaient pas de ce référendum, les «spécialistes» politiques prédisant une catastrophe en votation. Les grandes organisations de personnes handicapées, esseulées, étaient encore moins enclines à jouer les Don Quichotte. Même si, à mi-parcours de la récolte, les délégué-e-s du PSS avaient courageusement

décidé de soutenir le référendum, contre la volonté de la direction, l'aboutissement était encore resté quelques temps incertain, ce qui explique sans doute en partie les plus de 66000 signatures en définitive validées.

Même si elle n'est pas nouvelle, la disproportion des moyens de campagne doit une fois de plus être soulignée. Certes, les cartes postales provocatrices des syndicats montrant des conseillers fédéraux handicapés (action saluée par les organisations de personnes concernées) nous auront permis de faire passer le message en début de campagne: un handicap peut toucher tout le monde, mais ne constitue nullement une tare.

Mais par la suite, la campagne a été de plus en plus dominée par les affiches et annonces financées à coups de millions par l'économiesuisse. Les résultats par canton démontrent logiquement que la campagne des opposants a eu un impact limité: Bâle et Vaud ont accepté la loi, au contraire par exemple de Fribourg, Schaffhouse l'acceptant en outre avec seulement 56%.

## RÈGLES DU JEU

Quant à l'OFAS, non contente d'occuper 9 pages sur 10 dans la brochure de votation, elle était même représentée de façon inédite par son directeur Rossier dans des annonces payantes. La question des règles du jeu en matière de campagnes reste donc d'actualité. Genève offre à cet égard quelques pistes: affichage public gratuit pour les groupements récoltant 50 paraphes, transparence des comptes de campagne, égalité de l'espace dans la brochure de vote cantonale, etc.

41% et quatre cantons contre la révision constituent tout de même, dans ce contexte, un bon résultat, inespéré même en début d'année. Un premier jalon pour un rapport de force moins défavorable dans ce domaine. Le discours dangereux de l'UDC sur les abus a pu être endigué; les chiffres démontrent notamment, en effet, que l'AI est l'assurance qui connaît le taux de fraude le plus bas (0,4% contre 10% pour les assurances privées).

Et on n'aura jamais autant parlé d'insertion professionnelle. Il s'agit donc maintenant de s'assurer

que les gentilles promesses de nos adversaires ne restent pas lettre morte. L'OFAS devra montrer chiffres à l'appui si la baisse des rentes allouées se traduit réellement par autant de personnes réinsérées professionnellement et non à l'aide sociale.

## DESSERRER L'ÉTAU

Pour le financement, PS, PRD et PDC devront trouver une solution pour contrer l'UDC qui réclamait une 6<sup>e</sup> révision dans la presse dominicale avant même le résultat connu. Certains radicaux allemands ont déjà embouché ce genre de trompettes. Il faut donc absolument trouver un compromis qui ait de bonnes chances devant le peuple. Une augmentation transitoire de la TVA ne serait peut-être pas si mal pour convaincre à gauche et à droite, desserrer l'étau (1,5 mia de déficit par an) et éviter de nouvelles coupes, en attendant une solution à plus long terme.

Cyril Mizrahi

# Nouveau secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche

Monsieur Couchepin a décidé. Ce sera Mauro dell'Ambrogio! Grandes sont ses qualités d'après notre foudroyant valaisan. Un CV impressionnant, une grande expérience... et la carte du parti radical tessinois! Mais ne soyons pas mauvaise langue!

Il est certain que M. Dell'Ambrogio a une grande expérience dans la direction puisqu'il est colonel à l'état-major de l'armée et qu'il a été chef de la police cantonale tessinoise... Est-ce à dire qu'il veut remettre de l'ordre dans le bazar de la formation? C'est vrai, quoi... Deux départements qui traitent de la formation,

avec M. Couchepin aux universités et Mme Leuthard aux hautes-écoles spécialisées, deux EPF qui ont décidé de se faire une guerre sans concession... Depuis le temps qu'on parle de créer un seul département de la formation!

Mais attention! Quand M. Dell'Ambrogio est chef de projet, il monte ensuite dans la hiérarchie. Ainsi, après avoir été chef de projet pour la création de l'Université du Tessin, il en a été le secrétaire général pendant plusieurs années. Nos deux conseillers fédéraux n'ont qu'à bien se tenir... Des fois que le colonel aurait des envies...

Mais dans la dispute homérique qui consiste à savoir dans quel département la formation devrait être regroupée (à défaut d'un département uniquement pour la formation), il est intéressant de savoir que M. Dell'Ambrogio est actuellement directeur de la HES du Tessin. Cela signifie-t-il que M. Couchepin, qui a du nez, tente une opération stratégique en promouvant un homme qui pourrait le soutenir dans son combat contre Mme Leuthard?

Le fait qu'un politicien arrive au SER (le nouveau secrétaire d'Etat a été syndic et député) n'est pas anodin. Il a

travaillé dans le public et dans le privé. Il a un paradigme: de l'efficacité et des résultats. Reste à définir ces paramètres dans le monde si inquantifiable de la formation. Les étudiant-e-s lui ont déjà lancé un appel. Il faut davantage de bourses pour démocratiser les études, plus de moyens pour l'encadrement, plus de moyens pour la recherche. La formation est la matière première de la Suisse. Ne la galvaudons pas sur l'autel de la rentabilité!

Bon travail M. Dell'Ambrogio.

Ada Marra,  
secrétaire politique, UNES

# Les métamorphoses du Parti socialiste vaudois (1945-71)

C'est toujours un peu délicat de rendre compte du livre d'un ami, d'autant plus lorsqu'il est également membre de la rédaction de *Pages de gauche*; pourtant, après lecture du livre de Julien Wicki sur l'histoire du parti socialiste vaudois de 1945 à 1971, il nous semblait justifié et important de revenir ici sur les mérites et les apports de son étude.

Tout d'abord, et c'est assez paradoxal, le principal parti de gauche suisse, le PSS ou ses sections cantonales, reste relativement peu étudié d'un point de vue historique, alors que d'autres petites organisations, situées plus à gauche, ont fait l'objet d'analyses plus nombreuses et importantes. Rien qu'à ce titre, le livre de Julien Wicki comble en partie un vide. D'autre part, le «travail de mémoire» d'une organisation ou d'un parti politique, souvent négligé par ces organisations, constitue un apport important pour mieux comprendre d'où il vient et où il va...

L'ouvrage montre bien comment l'évolution du Parti socialiste vaudois s'inscrit d'une part dans le contexte global de la période étudiée (période de croissance d'après-guerre, guerre froide, évolution de la social-démocratie européenne, etc...) et renvoie d'autre part aux spécificités du canton de Vaud et du parti.

Par exemple, et les jeunes lecteurs ne le savent sans doute pas, le parti socialiste vaudois sort laminé de la seconde guerre mondiale, en raison principalement de la scission du PSV en 1939, après le soutien de Léon Nicole au Pacte germano-soviétique. Suite à la scission, le parti perd 85% de ses membres et n'en compte plus que 200. Durant la guerre, les tentatives de réunification entre le POP et le PSV échouent, et le PSV compte moins de 500 membres

alors que le POP en compterait environ 2'000 en 1945. L'histoire d'après-guerre du PSV est donc aussi l'histoire d'une ascension et d'une reconquête face à son «concurrent» popiste et face aux partis de droite. Cette dynamique ascendante est marquée par la poigne de fer de Pierre Graber, président de la section pendant plus de dix ans (1950-62), après avoir été syndic de Lausanne (1946-49) et avant d'être élu au Conseil d'Etat en 1962 jusqu'en 1969, puis au Conseil fédéral.

## DEUX AXES IMPORTANTS DÉVELOPPÉS

Outre les nombreux éléments factuels que la lecture des 200 pages présente, deux axes importants sont particulièrement développés tout au long de l'ouvrage. Tout d'abord, l'orientation politique et programmatique du parti et ses rapports, souvent conflictuels, avec le Parti ouvrier populaire (POP). Partant d'une vive rivalité, marquée par la scission de 1939 et par un anti-communisme très prononcé du PSV, les «frères ennemis» se rapprochent pour signer des alliances électorales, mais seulement à partir de la fin des années 1960 et après que le PSV se soit clairement affirmé comme principale force de la gauche, dès la fin des années 1940.

Deuxièmement, les transformations de la composition socio-professionnelle des membres du parti et de ses dirigeants. Le nombre de membres est passé de moins de 500 en 1945 à près de 2500 en 1971. L'analyse minutieuse de la composition sociale du parti, à partir de la liste des membres de certaines sections importantes montre comment, partant d'une base principalement ouvrière, le PSV s'est élargi aux classes moyennes.

## LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET SES CONTRADICTIONS

Soulignant pertinemment les contradictions fondamentales dans lesquelles se trouve la social-démocratie (ou le socialisme réformiste), comme à la fois porteur d'un dépassement du capitalisme et comme acteur politique assumant des responsabilités de pouvoir dans ce système, l'ouvrage de Julien Wicki pourrait plus explicitement souligner la contribution de la social-démocratie à la transformation même du capitalisme.

La société capitaliste du 19<sup>e</sup> siècle n'est plus la même que celle de la période des «trente glorieuses» et la social-démocratie a contribué de manière importante à ces changements, et en particulier à

l'amélioration du sort des plus défavorisés, par le développement des assurances sociales. Cela ne justifie aucunement le reniement des valeurs de base du socialisme, mais permet de mieux de comprendre la trajectoire «plus réformiste» des partis sociaux-démocrates.

En tout les cas, il s'agit d'une lecture stimulante, très enrichissante et qui fait réfléchir sur le sens de ses propres engagements politiques.

André Mach

A lire: Julien Wicki, «On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous». *Histoire sociale et politique du Parti socialiste vaudois (1945-71)*. Lausanne: Editions Antipodes. 221p.

## EN BREF

### Transferts d'actifs: carton jaune!

**Le 17 juin, les Genevois-es ont approuvé la vente par l'Etat des actifs liés à l'exploitation de l'aéroport, des Services industriels et des Transports publics à ces trois établissements publics autonomes. C'est une défaite pour la gauche de la gauche, qui avait lancé le référendum et criait déjà à la privatisation. Les syndicats s'étaient aussi exprimés contre ces transferts.**

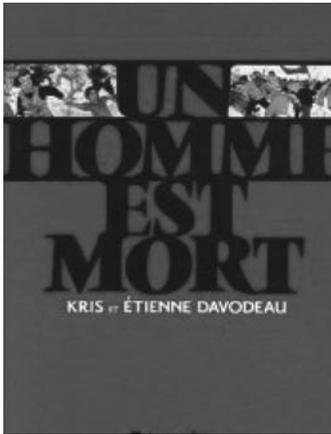
**Quant au PS, tiraillé entre le souci d'une meilleure gestion et du désendettement de l'Etat d'une part, et celui de ne pas céder à vil prix et sans que cela ne paraisse indispensable des biens financés par la collectivité d'autre part, il avait finalement sagement décidé de s'abstenir. Ce profil bas a permis de se concentrer sur d'autres priorités et d'éviter de se déchirer sur des divergences plutôt techniques que de principe.**

**Une gestion comptable claire et transparente des établissements publics, séparée de celle de l'Etat, est certes une bonne chose, même si le souci de voir ensuite tel ou tel établissement plus facilement privatisé est absolument compréhensible. Ce qui était et reste douteux, en revanche, c'est que cette saine séparation ne s'applique plus quand il s'agit de fixer le prix de vente des biens transmis. Ces largesses envers les entreprises publiques se sont faites au détriment de la transparence et du désendettement de l'Etat. Il faudra s'en souvenir le jour où nos adversaires engaillardis proposeront une «ouverture de capital».**

Cyril Mizrahi

# L'été sans *Pages de gauche* ?

## La rédaction vous suggère...



**Un homme est mort**  
Kris et Etienne Davodeau  
(Futuropolis)

L'histoire de cette BD commence en avril 1950 avec le débarquement clandestin du cinéaste René Vautier sur les côtes du Finistère. Celui-ci a accepté de réaliser un court documentaire sur le mouvement social brestois qui dure depuis un mois.

Suite à l'interdiction pour le moins tardive d'une manifestation, des échauffourées ont lieu. La police tire et un jeune ouvrier, Edouard Mazé, est tué. Vautier réalise alors un court documentaire sur la colère de ses camarades mais aussi sur leur détermination et leur fierté. Projetée plus de 150 fois sur les chantiers brestois en grève sur fond de lecture d'un poème d'Eluard, la brave pellicule rend l'âme, faisant disparaître un joyau de la mémoire ouvrière... jusqu'à ce jour. Parfaitement scénarisée, mise en image... comme un documentaire, cette BD – ainsi que son volumineux dossier thématique – est à lire absolument.

JW

### Temps modernes, horaires antiques :

#### L'horaire de travail au tournant d'un millénaire

Pietro Basso (Page deux)

Les mythes liés au travail ont la peau dure, en particulier l'idée qu'à notre époque de modernité avancée, la fin du travail est proche, ou du moins, que l'horaire de travail diminue inexorablement. A partir de nombreuses sources statistiques, d'enquêtes, mais aussi d'un long travail de terrain, le sociologue italien Pietro Basso, tord le cou à cette idée un peu naïve. Il montre de manière fine les nouvelles formes que prend l'exploitation capitaliste, au travers, notamment, de l'intensification dantesque des cadences dans le modèle toyotiste d'organisation du travail. Il se penche également sur l'évolution des horaires de travail dans la périphérie. Pour celles et ceux qui ont la chance de partir en vacances cet été, une lecture qui est une piqûre de rappel sur la réalité globale de l'exploitation du travail, par le capital.

RF

#### BLOCHER ET SON BONNET



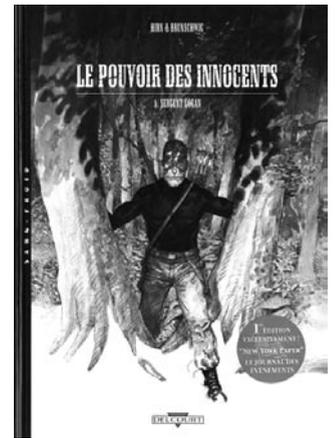
### Le Pouvoir des Innocents

Luc Brunschwig  
et Laurent Hirn  
(Delcourt)

*Le pouvoir des Innocents* est une bande dessinée exceptionnelle, mais relativement peu connue dont les cinq tomes constituent une trame achevée en 2002. Le pouvoir des innocents, c'est une organisation qui arme et entraîne les habitants des quartiers à se battre pour se protéger de la violence des jeunes.

L'histoire est dotée d'un scénario complexe, réaliste, particulièrement surprenant et surtout profond. En réussissant avec brio à enchevêtrer des thématiques diverses telles que la violence des banlieues, la jeunesse défavorisée, la guerre du Vietnam, ou encore la politique idéaliste, les auteurs accrochent, passionnent le lecteur. Au travers des nombreux rebondissements, on découvre des personnages détaillés, jusqu'à un dénouement surprenant qui pousse à la réflexion.

SB

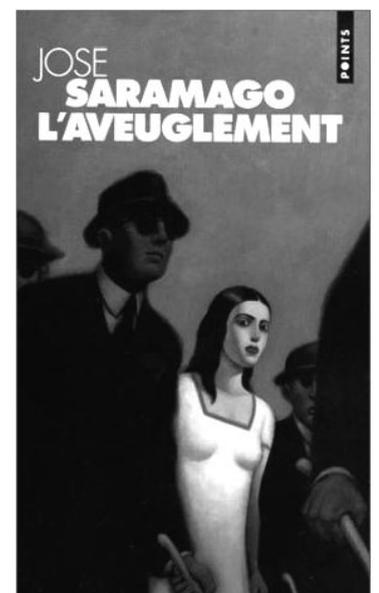


### L'aveuglement

José Saramago  
(Seuil)

Dans ce roman aux accents de fable politique, et servi par une langue magnifique, le grand écrivain portugais José Saramago (prix Nobel de littérature, 1998), nous entraîne dans un monde fantasmé, mais peut-être pas si éloigné du nôtre. Une mystérieuse épidémie de cécité ravage peu à peu les habitants d'un pays. Les autorités, rapidement débordées, décident l'enfermement des malades dans un hôpital désaffecté. Leur nombre va chaque jour croissant, et la subsistance vient à manquer. Le chaos s'ensuit, ainsi que la tentative de s'organiser. La contre-société qui s'organise ressemble par bien des côtés au capitalisme sauvage que l'homme de gauche Saramago a si souvent dénoncé. Seule une femme semble encore y voir clair. Mais au pays des aveugles, les voyants ne sont pas forcément rois...

RF



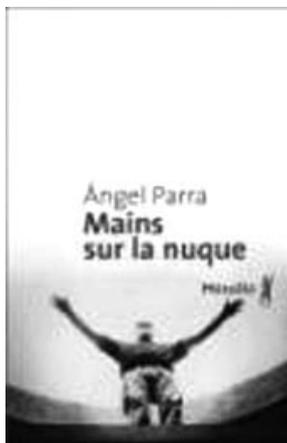
**Mains sur la nuque**

Ángel Parra

(Métaillié)

Il y a des jours où l'on ferait mieux de rester couché... Au matin, la copine de Rafael le quitte, lui reprochant son apathie politique. A la radio, en toile de fond, les décrets tombent les uns après les autres, «Haut intérêt de la patrie», «Ordre public»... c'est que Rafael habite à Santiago et que ce sale jour, c'est le 11 septembre 1973. Il est de gauche comme tant d'autres dans le pays, pas révolutionnaire – il préfère évolutionnaire – mais quelqu'un qui aime ce que le gouvernement Allende représente. Comme tant d'autres, à peine le coup d'état militaire déclenché, il est embarqué par l'armée et emmené au stade national. Pour faire face aux exécutions sommaires, à la torture et aux humiliations, il va se mettre à raconter à ses camarades d'infortune une improbable histoire, leur permettant de s'évader par l'une des seules armes qu'il leur reste: l'imagination et le rêve.

JW

**Chine: à quand la démocratie? Les illusions de la modernisation**

Hu Ping

(L'Aube)

Hu Ping est un célèbre dissident du régime chinois. Acteur du « Printemps de Pékin » en 1979, il vit actuellement en exil. Dans ce petit ouvrage très lisible et facile d'accès, il s'en prend à la fois aux théories prétendant que la démocratie ne peut (ne doit pas?) être instaurée en Chine et à ceux qui assureraient que le développement économique capitaliste (le « miracle économique chinois » d'après les penseurs stipendiés du capitalisme) serait automatiquement facteur de démocratisation et de liberté. A l'inverse, Hu Ping développe un vibrant plaidoyer pour la liberté d'expression et en faveur de la démocratisation de la Chine.

RF

**Heroes**

Tim Kring

23 épisodes d'environ 42 minutes

S'engager pour un monde meilleur, c'est dur, surtout quand les méchants sont les plus forts. Qui n'a donc pas rêvé d'avoir des super-pouvoirs? Avant la prochaine étape de l'évolution du génome humain, nous pouvons toujours nous consoler avec



Heroes. Fait rare: pas un seul épisode poubelle, et si le scénario est haletant, la vraie force de la série réside dans les personnages, qui dépassent toute forme de manichéisme. Ce n'est pas un bête film de super-héros: ils sont comme nous: ordinaires, humains. Alors, on se prend totalement au jeu et on se dit qu'il est difficile d'imaginer science fiction plus... réaliste!

Par contre, que le téléspectateur soit averti: même dans une bonne série, il n'échappera pas aux agaçantes marques placées à outrance à des fins publicitaires.

SB

**Comment voyager avec un saumon**

Umberto Eco

(Grasset)

Il est des ouvrages de référence. Ce bouquin que l'on ouvre quand on est en proie à la perte de l'âme, quand le doute quant à la condition de l'humain nous envahit, ou quand on s'allume une clope à la cuisine en écoutant la cafetière siffler. *Comment voyager avec un saumon* est l'un de ces titres. Dans



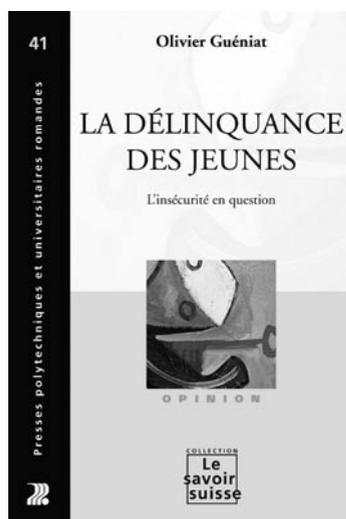
ce recueil de nouvelles, le génie littéraire et le sarcasme érudit d'Umberto Eco s'attaquent avec humour aux petites situations cocasses du quotidien, comme la lecture d'un mode d'emploi d'un appareil électronique dernier cri ou la gestion de la conversation dans un compartiment de train, ou donnent des conseils très utiles sur comment devenir Chevalier de l'ordre de Malte... Critique amusée mais néanmoins tranchante de la société moderne, à dévorer absolument.

MC

**La délinquance des jeunes. L'insécurité en question.**

Olivier Guéniat

(le Savoir suisse)



A l'heure où la délinquance des jeunes met le monde politique en ébullition, la parution de ce petit livre a l'avantage de paraître au bon moment et surtout de replacer le problème dans un débat intelligent et scientifique, loin des solutions populistes et xénophobes que l'on nous soumet à droite comme à gauche.

Car c'est bien ce que vise cet ouvrage facile d'accès: comprendre la délinquance des plus jeunes, en la situant dans le contexte global de la société helvétique, en tenant compte

des différents facteurs sociaux, psychologiques, économiques qu'elle implique. Loin du battage médiatique qui en fait son chou gras en évitant tout questionnement et analyse des chiffres présentés par les différentes instances judiciaires, l'auteur se prononce en tant que professionnel et en tant qu'expert. Décortiquant scientifiquement les chiffres sur la question, le chef de la sûreté neuchâteloise démontre donc que la délinquance des plus jeunes tend à diminuer. Par contre, il observe que certains comportements se font plus violents. A partir de là, il énumère de nouveaux enjeux sociétaux qui lui sont liés: les bandes, la haine raciale, les effets des médias, la pornographie et internet, le cannabis. Pour chacun de ces thèmes, il envisage des solutions ou des pistes de réflexions dont les politicien-nes-s et les professionnel-le-s pourraient s'inspirer. Grand bien leur fasse, quand même à gauche on en vient à proposer un durcissement du nouveau code pénal des mineurs à peine entré en vigueur!

RR

# Gérard Forster

*Syndicaliste, 1941-2007*

Salut Gérard,

La nouvelle de ton décès est de celle que l'on accueille avec un juron. Un juron de tristesse, une insulte au mauvais sort, à la vie qui sait si bien être injuste. La face sombre de la vie, celle qui t'a rencontré en adversaire acharné, a pris sa revanche. Elle t'a privé de vingt ans au moins de combats choisis et libres. Et de repos et de joies avec les tiens.

Avec tes enfants, tu as su dominer la douleur d'avoir perdu trop tôt une femme et une maman magnifique, socialiste lumineuse. Ta fille la plus en danger est sortie des ténèbres avec ton aide tenace, acharnée. Ces triomphes improbables sur le malheur disent assez que, face à toi, un patron cynique avait peu de chances de s'en tirer sans dommage. Un opportuniste ou un frimeur avait peu de risques de ne pas être affranchi sur ses travers. Il est impossible de gagner toujours et l'injustice sociale, comme la mauvaise herbe, repousse sans cesse. Mais ton humour, ton courage, ta lucidité empêchaient qu'elle puisse se faire passer pour des fleurs des champs. Démasquer les salauds, les tourner en bourrique, c'est déjà beaucoup.



P.P.  
CH-1450 Sainte-Croix

**Pages de gauche**  
Mensuel d'opinions socialistes

Il y a eu la Jaguar confisquée, la ripaille à l'œil dans un restaurant qui ne payait pas un employé, la quête pour les patrons nécessiteux, ton épopée sous les serres à esclaves du Sud de l'Espagne, et tant d'autres histoires que les syndicalistes se racontent comme la chanson de geste du meilleur d'entre eux, pour se donner du courage, pour se reconforter des tant d'autres fois où on a dû s'incliner.

Gérard, je fais ton éloge, trop tard puisque tu ne pourras pas le lire, la peine au cœur parce que chaque fois que je t'ai croisé ces derniers mois, on s'est promis d'aller manger un soir, ou de faire une réunion publique pour parler syndicalisme. Tu m'avais mis en garde contre l'accession au pouvoir, tu ne voulais pas que j'y aille. Et puis le combat pour une assurance maladie vraiment sociale t'a fait me dire que finalement ça valait peut-être quand même la peine, ce ministère. Ton satisfecit était pour moi à peu près aussi précieux qu'une victoire, qui n'est pas venue.

Je t'aimais bien Gérard et je t'admirais, sans assez te connaître, comme tant d'autres, militants, simples compagnons, sympathisants ou observateurs de nos luttes où l'on gagne toujours si l'on est sincère et désintéressé. C'est comme ça que tu étais. C'est parce que nous avons le souvenir de gens de ta trempe, que le mouvement ouvrier se renouvelle et continue. Tu es avec quelques autres figures et tant de simples militants exemplaires un héros de la vraie vie, qui donnera à des dizaines de jeunes l'envie de te ressembler. C'est pour cela qu'il faut faire ton éloge, Gérard, pour que tu serves encore un peu la cause. D'autres continueront, repose-toi, si tu le peux.

*Pierre-Yves Maillard*